

le prolétaire

organe du parti communiste international

Supplément pour la Suisse au numéro 452 - 1er mai 2000

Contre la paralysie, la désorientation, la désorganisation du prolétariat, renouons avec la tradition de la lutte de classe, avec la défense du parti de classe, de la révolution et avec la réaffirmation du communisme

Prolétaires, camarades,

Rarement depuis trente ans, le capitalisme n'aura montré autant de triomphalisme, d'arrogance, d'assurance et de suffisance. Si l'on écoute ses chantages, quelque école à laquelle ils appartiennent, qu'ils soient les épigones renaissants du système keynésien, les néo-libéraux style blairiste, les apologistes de la «nouvelle économie» ou un mélange éclectique de tout à la fois, tous décrivent la victoire finale du capitalisme sur toutes les autres formes de mode de production et tous - même s'ils prennent fausement à témoin la chute du Bloc de l'Est - enterrent le «communisme» (sans vraiment savoir de quoi il s'agit) aux oubliettes de l'histoire.

Cours cahotique du capitalisme et absence de riposte de classe

Si l'on examine le cours capitaliste depuis les premiers chocs de 1975, tout n'a pourtant pas été aussi rose et brillant pour le capitalisme. Aux crises successives se sont rajoutés les multiples secousses boursières, mettant en péril les fragiles équilibres économiques internationaux et plongeant les économies les plus faibles dans les situations les plus inextricables. Mais chaque fois - et c'est de cela en fait que le capitalisme tire son triomphalisme d'aujourd'hui - il a réussi à contourner les écueils rencontrés en exerçant une pression encore plus forte sur classe ouvrière, en augmentant le rythme et la férocité de l'exploitation de la force de travail des prolétaires, en refoulant dans la détresse extrême la moitié de l'humanité et en usant de sa force impérialiste pour faire plier aux intérêts des plus forts les nations ou pays trop centrifuges. L'ordre intérieur bourgeois et le «nouvel ordre mondial» de l'impérialisme ont donc pu être sauvés au prix de milles souffrances pour les prolétaires et masses laborieuses.

Depuis le krach financier de 87, qui avait fait croire aux pires moments de 1929, d'autres crises se sont succédées sans jamais entraîner l'effondrement du système. La récente crise boursière du Nasdaq, l'indice des valeurs de la «nouvelle économie», n'est finalement qu'une petite pichenette à comparer des secousses de la crise asiatique de 97 qui n'a été surmontée qu'à grand renfort de dollars du FMI et autres banque-pompier internationaux - soumettant ainsi toujours plus l'ordre mondial à la domination financière des plus grands Etats impérialistes - , que par l'expulsion de millions de travailleurs immigrés et par une exploitation plus effrénée encore des prolétaires d'Asie. Avant l'Asie il y avait eu le Mexique en 95 qui ne dû aussi sa survie qu'aux milliards injectés par le même FMI et grâce aux mêmes pressions sur la classe ouvrière. Encore avant, il y avait eu l'écroulement des capitalismes d'Etat de l'Est - fausement baptisés «socialisme» - qui, pour les mieux placés géographiquement, ont survécu grâce à la pénétration rapide des capitaux de l'Ouest et pour les autres, dont les satellites plus directs de la CEI, se sont écroulés dans la faillite la plus totale, mais sans jamais que la classe

ouvrière ne puisse réagir avec ses armes de classe ni rompre avec l'isolement.

Derrière le mirage des chiffres, la misère du plus grand nombre

Ses derniers jours, la bourgeoisie exulte sans retenue en annonçant des taux de croissance exceptionnel. Aux Etats-Unis les derniers chiffres indiquent une progression de 7,3% du PIB pour cette dernière année et des bénéfices après impôts en hausse de 8,8%. Le dernier record datait de 1984 avec 9%. En Suisse aussi, malgré des chiffres plus modestes, avec un taux de croissance de 3,7% «seulement», la bourgeoisie savoure son succès, tout en se plaignant de l'emploi qui «s'assèche», entendez par là du manque de forces de travail sur le marché, donc de la difficulté à faire pression sur les salaires. Autrement dit les capitalistes applaudissent au taux de croissance élevé mais regrettent bien d'un autre côté la diminution du chômage, cette armée de réserve de travailleurs si utile pour «réguler» contre en bas le coût de la force de travail.

Mais les miracles capitalistes ont une fin comme l'a montré celle brutale du «miracle asiatique», il y a trois ans.

Toute l'armée des idéologues de la bourgeoisie se mobilise aujourd'hui pour vanter les vertus miraculeuses de la «nouvelle économie», qui se distingue aujourd'hui surtout par sa capacité spéculative boursière plutôt que par d'impressionnants chiffres d'affaire. Fondée sur le commerce électronique (le catalogue internet remplaçant ce bon vieux catalogue de vente par correspondance), sur les produits dits de haute technologie ou sur la biotechnique, la «nouvelle économie» est devenue le nouveau credo capitaliste à la gloire de la petite entreprise créatrice de places de travail, d'espoir et d'avenir! Peu importe que la petite et dynamique entreprise se fasse absorber très vite par les grands groupes capitalistes à l'affût ou qu'aux places de travail dispersées créées dans un secteur tel que la communication répondent les 6'000 suppressions de postes de Swisscom! Ce qui compte est qu'on puisse illusionner les prolétaires sur la réalité du système capitaliste et que l'on puisse occulter la misère croissante de la grande masse des prolétaires du monde derrière le rideau de fumée des grandes innovations commerciales et le décor sans

cesse perfectionné de l'économie de casino.

Loin d'apaiser la concurrence et de freiner sa frénésie, cette situation ne fait qu'aviver la compétition sauvage entre les capitalistes. L'Union européenne - pour ne citer qu'un exemple - a clairement annoncé il y a peu à Lisbonne qu'elle voulait rattraper les Etats-Unis dans la course au profit, autrement dit renforcer la concurrence avec eux, faire preuve de beaucoup plus d'agressivité à leurs égards et se souder les coudes entre européens face au big brother. Mais qui dit exacerbation de la concurrence dit aussi aggravation des conditions d'exploitation pour les prolétaires! Car derrière ce décor, les écarts entre classes sociales se creusent, la richesse est distribuée de plus en plus largement sur une couche sociale de plus en plus étroite.

Pour les prolétaires le succès contingent du capitalisme ne signifie aucune diminution de l'insécurité et de la précarité du travail, au contraire le mini-boom capitaliste est généré par une exploitation toujours plus sophistiquée de la force de travail et par une augmentation croissante des taux de plus-value (le rapport entre le profit et les salaires). D'ailleurs en même temps que les jour-

naux annonçaient la baisse du chômage en Suisse, ils indiquaient une tendance à la précarisation plus grande du travail.

Le capitalisme ne l'oublions pas est un mode de production cyclique; aux périodes fastes où le marché semble absorber toutes les marchandises, succèdent les périodes de crises où les forces productives sont devenues trop grandes, où trop de produits étouffent les marchés. A cette période de fastes économiques succédera de nouvelles périodes de crises, avec leurs lots de licenciements, de réduction des salaires, d'accroissement de la précarité matérielle et sociale, et aussi de nouveaux conflits militaires locaux ou à plus vaste échelle.

Renouer avec la lutte de classe et le communisme révolutionnaire

Face aux problèmes d'aujourd'hui et à ceux de demain, le prolétariat se trouve isolé, sans défense et désorienté. Les repères de la lutte de classe n'existent plus dans la mémoire collective ouvrière et sont aujourd'hui à reconquérir. Il n'y a pas d'autre alternative

(Suite page suivante)

DU PACIFISME AU SPONSORING POLITIQUE DE POUTINE : UNE CONTINUITÉ LOGIQUE ET SANS RUPTURE

Lorsqu'il y a 15 ans le GPSA d'Andreas Gross (Groupe Pour une Suisse sans Armée) lançait son initiative pour l'abolition de l'armée suisse, tout le gratin «de gauche» et ce qu'il restait du gauchisme, applaudissaient à pleines mains ce qu'ils considéraient hautement subversif et anti-bourgeois.

Nous étions bien les seuls à dénoncer le GPSA comme un faiseur d'illusions dont l'activité «antimilitariste» pacifiste n'entraînait pas en collision très brutale avec les intérêts militaires de l'Etat bourgeois, mais n'était finalement qu'une manifestation de patriotisme petit-bourgeois. Loin de vouloir détruire l'armée bourgeoise - ce qui n'aurait été possible que par la destruction violente de l'Etat lui-même et donc par un processus révolutionnaire, non démocratique et diamétralement opposé au champ de vision du pacifisme agrippé à l'illusion d'une conversion aménagée de l'Etat bourgeois - le GPSA offrait comme alternative patriotique à l'armée helvétique un projet de «*défense populaire en cas d'agression*».

Derrière ce populisme guerrier qui entraîne les prolétaires à défendre les intérêts de «leur» patrie, de «leur» coin de terre, donc de «leur» bourgeoisie, se profilait bien sûr une attirance romantique pour la résistance antifasciste et pour l'héroïsme guérillériste du Che.

Ces images fausement subversives cachaient en réalité les principes de la défense de l'Etat bourgeois, de ses institutions et donc - sous une forme ou une autre - de la **défense nationale**.

Le cours suivit ensuite par A. Gross dans le PS et au Parlement où il a tout naturellement goûté de la Commission militaire et de la notoriété publique, n'est pas contradictoire à son origine politique. C'est un prolongement naturel pour celui qui cherchait une **armée alternative** et qui s'est trouvé de son plein gré impliqué concrètement dans les projets de réformes de l'armée suisse.

Mais le prolongement ne s'arrête pas là, le pire est à suivre!

Après avoir été serrer la paluche à Poutine lors d'une mission dans le Caucase pour le compte du Conseil de l'Europe, A. Gross s'est déclaré fervent supporter de cet homme aux mains tâchées du sang de milliers de prolétaires, jeunes, femmes, enfants, vieillards, tombés sous ses balles, ses bombes et sa torture. Selon les journaux qui ont rapporté l'événement, A. Gross aurait été convaincu par le futur président, si «ouvert, civilisé et autocritique». Mais pendant que le pacifiste socialiste faisait la claque à Poutine, les bombes «civili-

(Suite page suivante)

Contre la paralysie, la désorientation, la désorganisation du prolétariat, renouons avec la tradition de la lutte de classe, avec la défense du parti de classe, de la révolution et avec la réaffirmation du communisme

pour le prolétariat que de renouer avec la lutte de classe et le communisme révolutionnaire. Le capitalisme, en dépit de ses airs triomphants de saison, n'a pas d'autre alternative à offrir à la classe ouvrière mondiale que l'exploitation grandissante et l'insécurité croissante. La concurrence à laquelle se livrent les capitaux du monde entier et qui est portée par la démocratie au rang de valeur bienfaisante suprême, ne peut apporter aucun bien-être et sécurité à la classe ouvrière et à toutes les masses laborieuses du monde. Elle n'engendre que guerres économiques fracassantes entre géants se disputant de plus en plus ouvertement et brutalement les parts de gâteau du marché mondial, ne renonçant à aucune méthode, ne reculant devant aucune alliance d'intérêt face à un ennemi commun.

Pour ne plus être la victime aphone de cette orgie d'économie guerrière - qui préfigure la guerre tout court - la classe ouvrière doit rompre avec toutes les illusions de la démocratie bourgeoise, retrouver les voies de la lutte de classe directe et sans compromission avec la défense de l'économie d'entreprise ou de l'économie nationale.

La lutte de classe immédiate, où les prolétaires s'organisent de façon **indépendante** de tous les alliés de la bourgeoisie provenant des organisations dites encore «ouvrières», où ils mettent en avant des revendications qui leurs soient propres et où ils utilisent **les moyens et méthodes de lutte directe**, est la seule condition qui leurs permette de se défendre de manière efficace contre les attaques capitalistes incessantes, de renforcer leur **unité de classe** et surtout finalement de préparer le terrain à des luttes plus vastes et aux objectifs révolutionnaires. Dans ce processus, que notre brève explication ne doit pas cacher la complexité, le prolétariat a besoin d'un parti politique qui le dirige et l'oriente dans sa lutte; un parti capable d'accumuler l'expérience passée et de la restituer dans les luttes suivantes, capable de guider un jour les luttes immédiates vers une perspective révolutionnaire et non pas seulement économique. Ce parti, c'est le parti de classe, le **parti communiste**, par définition **révolutionnaire, internationaliste et mondial**, comme celui qui fut construit par les bolchéviks avec la IIIème Internationale, avant qu'elle succombe aux tentations centristes et ne sombre finalement dans la trahison stalinienne. Ce parti nous le défendons, envers et contre tous les démocrates et pseudos révolutionnaires élevés sur les strapontins du réformisme, comme la condition unique et essentielle pour l'organisation de la classe ouvrière, comme la seule organisation capable de projeter en avant l'expérience historique passée du prolétariat révolutionnaire et de défendre le **programme révolutionnaire invariant** du prolétariat, capable après le renversement de l'Etat bourgeois et sur la base du nouvel Etat prolétarien d'instaurer la **dictature du prolétariat**, capable de porter la révolution au-delà de ses premières frontières, capable enfin de réaliser le **socialisme**, premier degré de la société

te communiste.

L'avenir de la classe ouvrière ne réside pas dans la société bourgeoise, démocratique ou non, mais bien dans la seule société sans classe: celle du **communisme**. Pour y parvenir, elle n'a pas d'autre voie que de rompre avec le démocratisme et l'illusion que la société bourgeoise pourrait se transformer progressivement et graduellement pour se muer en une société «égalitaire et juste», voire «socialiste». Elle n'a pas d'autre voie que de rompre les mille liens qui la retiennent prisonnière de cette société d'exploitation capitaliste, des liens matériels, politiques et idéologiques. La révolution n'est pas le résultat d'une bataille parlementaire qui se sublimerait, mais bien d'une action armée du prolétariat; la révolution est insurrectionnelle ou n'est pas. Comprendre ceci, c'est comprendre l'importance vitale pour le prolétariat de se doter de son parti et de son programme communiste et révolutionnaire, car un tel combat ne

peut se mener avec des troupes éparpillées, fragilisées par la désunion, sujettes aux influences politiques et organisatives des forces petites-bourgeoises et opportunistes oscillantes.

En rappelant aujourd'hui ces quelques grands principes marxistes, nous aimerions plus particulièrement nous adresser aux jeunes prolétaires qui n'ont pas pu connaître d'autres images du prétendu «communisme» que celles de la chute du mur de Berlin, qui sont entrés dans la vie à l'apogée de la toute puissance de la démocratie, du renforcement du contrôle militaro-financier de l'impérialisme sur le monde, de l'individualisme roi, de la perte des traditions les plus élémentaires de la lutte ouvrière, et même du souvenir de leur existence passée.

Ils doivent comprendre que les démocrates de tous rangs, ceux qui ont hérités des anciens grands partis staliens comme le PCF en France, le PCI et le PCE en Italie et en Espagne, mais

aussi ceux qui, à leur traîne habituelle ou «à gauche de la gauche», ne prônent pas autrement la «lutte finale» - lorsqu'il leur arrive encore d'en parler par accident et démagogie - que par le passage obligé aux urnes afin d'obtenir la légitimité démocratique du pouvoir, portent la responsabilité entière de cette situation de domination totale du capital sur les prolétaires. Ils doivent comprendre qu'il **n'y a pas d'alternative entre le capitalisme et le communisme** et que la démocratie bourgeoise ne leur permettra jamais de dépasser les limites établies de l'ordre capitaliste.

Revendiquer toujours et encore la nécessité du parti, de la révolution, de la dictature du prolétariat pour l'instauration du socialisme, société sans classe ni salariat, n'est pas une vieilleries politique, mais bien une nécessité actuelle, toujours urgente et permanente.

DU PACIFISME AU SPONSORING POLITIQUE DE POUTINE : UNE CONTINUITÉ LOGIQUE ET SANS RUPTURE

sées» de celui-ci continuaient de pleuvoir sur Grozny et les cadavres s'empilaient dans les tristes centres de tri de l'armée russe. Il est bien connu que la guerre en Tchétchénie est une «guerre populaire» contre «l'agression» tchéchène!!!

Même si les institutions de Strasbourg et leurs multiples tiroirs à Commissions ne font qu'épaissir le rideau de fumée de la démocratie, il faut encore relever que cet enjouement d'A. Gross pour le boucher russe aura été jusqu'à s'opposer aux condamnations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à préconiser - avec un autre acolyte socialiste - le dialogue avec son ami.

Comme tout opportuniste notre pacifiste va où le vent souffle. L'air du temps pour gouverner l'Etat bourgeois est au blairisme, le PS suisse se cherche une nouvelle trace, une réorientation du vieux parti bourgeois est à mettre en chantier, des places sont à repouvoir. Il ne serait donc pas étonnant que le pacifiste ne profite de l'occasion pour se profiler comme futur grand leader du PS et de la nation ou en tout cas ne se mette à y rêver ...

Pourquoi finalement s'attarder à ce sinistre agent de la bourgeoisie et de l'impérialisme? Bien sûr pour apporter une preuve de plus que le pacifisme démocratique ne conduit qu'à la reddition face au militarisme bourgeois, mais aussi parce que la vie politique démocratique en Suisse est entièrement fixée sur les faits et gestes de Blocher, comme elle l'est en Autriche sur le cas Haider ou l'était en France sur Le Pen et que la bourgeoisie cache son activité anti-ouvrière derrière les brutales guignoleries verbales du président de l'UDC.

Non pas que Blocher soit un «ami» des prolétaires, loin de là, et son activité politique musclée permet à la bourgeoisie d'accentuer la pression sur eux, mais en mettant systématiquement en avant ses frasques, les démocrates - avec eux principalement les partis qui s'affublent encore de l'étiquette «socialiste» comme les PS, PdT, POP et autres rassemblements de gauche pluriels - créent une vaste **diversion** pour masquer leurs

propres actes anti-prolétaires.

C'est peut-être Blocher qui attire le plus sûrement la haine contre le prolétaire immigré ou le réfugié de l'ex-Yougoslavie, mais ce sont bien les démocrates anti-blochérien qui préparent les expulsions et toutes les lois anti-réfugiés, ce sont bien eux aussi qui gèrent et organisent l'aggravation des conditions d'exploitation, qui défendent

la précarité et qui sur le plan militaire - au nom des droits humanitaires - renforcent l'impérialisme suisse avec des projets d'unités d'intervention militaire hors frontière. Ce n'est pas forcément Blocher qui tirera le premier sur la classe ouvrière le jour venu, mais certainement d'abord les Gross & Cie, fidèles serviteurs de l'Etat bourgeois, de l'impérialisme et du système capitaliste.

SWISSCOM: LA TRAHISON À L'ÉTAT PUR

En octobre 98, Swisscom annonçait 4'000 suppressions d'emplois. Le Syndicat de la Communication (SC) s'empressait alors de placer les barrages anti-feu en allant négocier comment liquider en douceur ces places de travail. Aujourd'hui, Swisscom vient de monter la barre à 6'000 suppressions de places de travail. Les patrons de Swisscom peuvent dormir tranquilles, il ne se passera rien puisque le SC a déjà tout organisé y a une année pour étouffer toute velléité de lutte en signant le 3 mai 1999 un plan social cyniquement nommé «Perspective» (ça ne s'invente pas!). Dans ce plan social qui sacrifie totalement les travailleurs de Swisscom sur l'autel des restructurations, on trouve comme principaux accords:

« - Un départ anticipé à la retraite avec de très bonnes conditions - Des projets pilotes de semaine de 4 jours et 36 heures - Une aide à la création d'entreprises (sic) - Des centres de mobilité (placement interne) - Une protection particulière et marquée pour les plus de 50 ans - Un fonds pour les cas difficiles» («Documentation de l'USS», n° 69, mars 2000).

Les départs à la retraite anticipée sont des licenciements cachés; les projets de 36 heures sont des miroirs aux alouettes ou l'exigence d'une plus grande flexibilité de l'horaire et d'une plus grande productivité du travail; l'aide à la création d'entreprise est un leurre et une farce pour les travailleurs; les centres de mobilité signifient déplacement géographique et ce qu'on appelle aujourd'hui mobbing; la protection des plus de 50 ans est une plaisanterie et le fonds pour les cas difficiles un peu de vaseline pour la bonne conscience syndicale et patronale.

Les travailleurs de Swisscom ne doivent pas se laisser duper par ce plan social inique fabriqué dans leur dos pour étouffer toute possibilité de lutte. Seule leur mobilisation sur le terrain de la lutte indépendante leur permettra de défendre correctement leurs conditions de travail et d'existence.

CORRESPONDANCE :

FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
SUISSE : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

POSTES DE QUARTIER : NE PAS SE TROMPER DE TERRAIN !

Les restructurations de la Poste font couler beaucoup d'encre en ce moment, puisque la Direction ferme des offices postaux de quartier non rentables, licenciant sous une forme ou l'autre, les travailleurs qui y oeuvraient.

La défense contre ces licenciements devrait normalement suivre la voie de la lutte directe, qui recoure à la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, pour avoir une chance de succès. Elle devrait mobiliser la solidarité ouvrière des travailleurs d'autres lieux de la poste et même d'autres secteurs que publics; elle devrait donc tenter de dépasser le cadre très étroit du bureau de poste pour affecter l'ensemble de l'entreprise.

Non, ce n'est pas cela qui se passe. Les travailleurs de la Poste, service public, souffrent de son statut dès qu'il s'agit de défendre

leurs postes de travail.

Ce n'est pas contre les licenciements que se mobilisent les bons citoyens, mais contre la fermeture de «leur» poste, pire contre l'aliénation de leur droit à leur service public. Au lieu de provoquer une défense classiste, le mouvement devient un magma de frustration petite-bourgeoise, où peut se retrouver le petit patron mécontent de faire deux pas de plus et les inévitables chantres de la démocratie bafouée (la poste appartient au peuple!).

Les travailleurs de la poste ne doivent pas emboîter le pas à tous ces petit-bourgeois frustrés, mais doivent devenir capable de réagir par l'action de grève et rallier la solidarité et la sympathie des autres catégories de travailleurs. Ils ne doivent rien attendre de tous ces «défenseurs de la Poste», qui les lâcheront à la première occasion.